

Nairobi, Kenya, 13 octobre (Infosplusgabon) - Trois manifestants ont trouvé la mort dans la ville rurale de Bondo, d'où est originaire le leader de l'opposition kenyane, Raila Odinga, et 20 autres ont été blessés vendredi au cours des manifestations pour exiger des réformes relatives au processus électoral au Kenya.

Les commandants de la police ont fourni différentes déclarations sur les incidents, affirmant d'abord que les trois manifestants étaient en train de piller avant de déclarer plus tard qu'ils avaient attaqué un commissariat de police.

La Super Alliance de l'opposition nationale (National Super Alliance, NASA) a annoncé vendredi que les tirs de vendredi étaient une "folie meurtrière" avec l'ordre donné par le gouvernement de tirer sur eux.

Le coordonnateur de la région de Nyanza dans l'ouest du Kenya, Wilson Njenga, a déclaré que les trois personnes tuées étaient en train de piller mais des témoins ont déclaré à la presse locale que les tirs venaient du commissariat de Bondo et qu'il s'agissait d'une "folie meurtrière".

Dans une autre ville, Migori, située à 150km de Kisumu, une femme de 73 ans a reçu une balle chez elle durant les manifestations du vendredi.

A Kisumu, la troisième plus grande ville du pays, au moins 10 personnes ont reçu des balles et ont été blessées au cours des manifestations, ont indiqué des sources hospitalières.

Au total, 18 enfants auraient également bénéficié de traitement pour avoir inhalé la fumée des grenades lacrymogènes balancées durant les manifestations, selon le centre hospitalier universitaire et de référence, Jaramogi Oginga Odinga Teaching and Referral Hospital.

Cinq personnes ont été acheminées à l'hôpital de Kisumu, parmi lesquelles un homme touché par balles dans son atelier. Plusieurs personnes souffrent de blessures par balles à Kisumu. Mercredi 26 personnes ont été touchées par balles lors de manifestations.

Les manifestants à Kisumu, en majorité des jeunes, avaient envahi le centre commercial de la ville et empêché la police d'y accéder et attaqué les policiers qui ont riposté avec des grenades lacrymogènes.

Les militants de l'opposition ont exigé quelques "réformes irréductibles" au sein de la

Commission électorale indépendante (Independent Electoral and Boundaries Commission, IEBC) avant la reprise de l'élection présidentielle.

La commission semble avoir rejeté un certain nombre de propositions faites par l'opposition comme essentielles pour un processus électoral transparent.

Le leader de l'opposition, Odinga, s'est désisté cette semaine de la course à la présidentielle à cause selon lui du manque d'avancées. La commission a répondu qu'Odinga ne s'était pas retiré officiellement de la course parce qu'il n'avait pas signé le Formulaire 24A, un des formulaires statutaires.

Cependant, le parti du leader de l'opposition indique qu'il n'y avait aucun processus de nomination après l'annulation de l'élection présidentielle et les formulaires statutaires étaient un stratagème pour le maintenir irrégulièrement dans la course.

Les manifestations sont devenues plus meurtrières au lendemain de l'annonce faite par le gouvernement d'interdire toute marche à Nairobi, Kisumu et Mombasa.

“Nous allons marcher sur la ville. Les déclarations de Matiang’i sont du bluff”, a déclaré James Orengo, un membre influent de l’opposition.

Le ministre par intérim de l’Intérieur du Kenya, Fred Matiang’i, avait frappé d’interdiction toutes les manifestations dans les centres commerciaux et avait indiqué qu’il incombait au gouvernement de protéger les biens. "Le droit à la manifestation n’est pas absolu et ne doit pas enfreindre les droits des autres", a-t-il déclaré en référence au droit constitutionnel de grève.

A Nairobi, le commissaire de police, Japheth Koome, a publié une correspondance portant l’interdiction par la police aux militants de l’opposition d’accéder aux centres commerciaux parce qu’une notification pour la marche avait été publiée deux semaines auparavant au lieu de trois jours comme exigé.

Le gouvernement a accusé les manifestants de l’opposition d’avoir attaqué la police et d’avoir provoqué sérieusement endommagé les conduites d’eau.

FIN/INFOSPLUSGABON/ZAS/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon